



SAMEDI 12 AVRIL À PARIS

Marchons contre l'austérité pour l'égalité et le partage des richesses

Lorsque les agents de Bercy se mobilisent massivement pour dénoncer les suppressions d'emplois, la détérioration de leurs conditions de travail, le gel de leurs rémunérations et la remise en cause de leurs missions, **les ministres de Bercy répondent qu'ils poursuivront leur politique de réduction à marche forcée des dépenses publiques.**

Lorsque les Français expriment avec force dans les urnes, y compris en s'abstenant ou en votant pour l'extrême-droite, leur exaspération et leur colère face à une politique d'austérité qui aggrave le chômage, accroît les inégalités et la pauvreté, et saccage les services publics, **le Gouvernement répond qu'il ne changera pas de cap.**

ÇA SUFFIT !

Il faut en finir avec une politique qui s'attaque méthodiquement à tous nos acquis sociaux, démantèle notre système de protection sociale et s'accompagne d'un recul général des droits (droit du travail, droit à l'emploi, à la santé, au logement...).

Il faut en finir avec une politique qui privilégie la finance aux citoyens, qui s'attaque à ce que le patronat appelle « *le coût du travail* » (c'est-à-dire à nos salaires et à notre protection sociale) mais ignore le coût du capital alors que les dividendes s'envolent.

Il faut en finir avec une politique qui s'aligne sur les diktats du Medef et multiplie les cadeaux au patronat (CICE, Pacte de responsabilité) payés par les salariés (hausse des impôts, réduction des dépenses publiques).

Il faut en finir avec une politique qui entraîne la montée de l'intolérance, du rejet de l'autre, du racisme, du sexisme et de l'homophobie, faisant ainsi le lit de l'extrême-droite..

Il faut imposer une autre politique. Des alternatives existent. Les syndicats européens rassemblés au sein de la CES proposent par exemple un plan d'investissement équivalent à 2 % du PIB européen pendant 10 ans qui permettrait de créer 11 millions d'emplois.

Mais à l'évidence la mobilisation à l'appel des syndicats, pour indispensable qu'elle soit, à ce jour ne suffit pas pour imposer ce changement. Il faut créer une dynamique plus large et rassembler dans un combat commun toutes les forces syndicales, associatives, politiques, et tous les citoyens désireux de construire une alternative sociale, démocratique et féministe, fondée sur la solidarité.

C'est ce qui se fait ailleurs en Europe, et notamment en Espagne où les Marches de la Dignité ont réuni 2 millions de personnes dans les rues de Madrid le 22 mars.

Dans cet esprit, **la fédération des Finances CGT appelle les personnels de Bercy et des établissements financiers semi-publics à participer nombreux, samedi 12 avril à Paris**, à une Marche nationale pour une juste répartition des richesses, pour l'abandon du « *pacte de responsabilité* », contre l'extrême-droite et pour la satisfaction de l'ensemble de nos revendications.

Montreuil, le 31 mars 2014.